

La crise agricole

Posted on 30 janvier 2024 by Patrick Rouillier

Posons en préalable quelques postulats et nécessités :

1. L'agriculture Française est un incontournable absolument nécessaire pour assurer la souveraineté alimentaire de notre pays. En cas de conflits ou de pénurie les échanges internationaux peuvent être réduits, voire annulés et l'indépendance alimentaire est un « must »
2. Dans sa structure actuelle une partie de nos exploitations agricoles ne sont pas compétitive sur le marché Européen et encore moins sur le marché mondial
3. Nos exploitations agricoles ne survivent que grâce aux subventions de l'Europe (9 milliards pour la France), l'élevage étant en particulière difficulté alors que les céréales se portent plutôt bien.
4. Les agriculteurs sont particulièrement attachés à leur indépendance et les exploitations employant 1 à 3 personnes (ferme familiale) sont nombreuses.
5. Les subventions Européennes distribuées à l'hectare cultivé ou à la tête de bétails avantagent les grosses exploitations plutôt que les petites, d'ailleurs les grosses exploitations se portent mieux que les petites dans la mesure où leurs coûts fixes sont minimisés et leur coûts variables diminués.
6. Les nécessités de la transition écologique opposent les exigences des agriculteurs et des verts sur l'élevage, l'usage des pesticides, et l'agriculture intensive.
7. Ajoutons les nouveaux aléas climatique (grêle, inondations, sécheresse) qui compliquent la vie de nos agriculteurs.

L'énoncé de ces paramètres illustre la complexité du système agricole. On doit faire face à :

1. Le besoin de polluants pour avoir une agriculture efficace contre la nécessité de les interdire pour amorcer la transition écologique.
2. Le désir d'indépendance des agriculteurs contre le dictat des normes environnementales et l'appel aux subventions aliénantes.
3. La vision encore très artisanale et émietlée de nos exploitations face à des concurrents à structures plus industrialisées ou à coûts plus faibles.

On voit combien la solution du problème est complexe et les injonctions contradictoires. Ce n'est pas quelques mesures comme la suppression de taxes ou d'un quelconque formulaire qui régleront le problème.

Il va falloir faire des choix pour ne pas renouveler les épisodes de la sidérurgie, du

textile, et du charbon ! On ne pourra pas tout sauver, les gouvernants nous baladent de promesses en promesses, de rêves en rêves.

Comment peut-on s'en sortir ? Avançons une suggestion, en posant, par principe, que l'agriculture Française ne sera jamais, compte tenu de nos normes sociales et environnementales, compétitive dans le monde :

1. **Le revenu des exploitants** : Considérons l'agriculture comme « d'utilité publique », une sorte de service public, dont es éventuels déficits seraient pris en charge par l'état et dans lesquels les agriculteurs reçoivent un revenu fixé payé par les pouvoirs publics
2. **Des coopératives d'exploitation** : Regroupons les exploitations en unités, coopératives nationale mais de gestion privée, suffisamment grande pour être efficace mais suffisamment petite pour ne pas tomber dans un collectivisme à la Mao ou l'URSS.
3. **Les blocages** : ... Les agriculteurs accepteront-ils de sacrifier leur indépendance à leur sécurité ... beaucoup préféreraient mourir libre plutôt que de vivre sous contrôle !!!

On peut évidemment espérer que des développements technologiques viendront aider au développement de l'agriculture. L'usage (aujourd'hui maudit !) des OGM pourrait suppléer aux normes environnementales, mais si la technologie venait suppléer aux coûts de main d'œuvre cela reviendrait à remplacer les agriculteurs par des automates. On pourrait régler le problème de l'agriculture mais pas celui des agriculteurs.